



**PRÉFET  
DE LA RÉGION  
RÉUNION**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Sous-préfecture de Saint-Pierre  
Cabinet  
Missions Régaliennes**

Saint-Pierre, le **08 MARS 2024**

**Arrêté n° 412**

autorisant la société « PAPANGUE PROTECTION »  
à exercer sur la voie publique les missions de surveillance  
sur le site de la manifestation « La Saint Jo »  
du samedi 9 au mardi 19 mars 2024 sur la commune de Saint-Joseph

**Le préfet de La Réunion**

**Vu** le Code de la sécurité intérieure, notamment l'article L.613-1, les articles L.611-1 et suivants et R.611-1 et suivants ;

**Vu** le Code rural et de la pêche maritime ;

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de M. Jérôme FILIPPINI, préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion ;

**Vu** l'arrêté n° 2312 du 27 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Jean-Paul NORMAND, sous-préfet de Saint-Pierre et à ses collaborateurs ;

**Vu** l'autorisation d'exercer n° AUT-974-2118-03-26-20190694577 délivrée par la commission locale d'agrément de contrôle Océan Indien, portant autorisation d'exercer à la société « PAPANGUE PROTECTION », sise 56 bis rue Mickaël GORBATCHEV (97 430) Le Tampon, représentée par M. Jean-François MALLI ;

**Vu** la demande, reçue en sous-préfecture le 7 mars 2024 tendant à obtenir le gardiennage par la société « PAPANGUE PROTECTION », de la manifestation « La Saint Jo » ;

Considérant que la mission de gardiennage et de surveillance dont il s'agit est strictement limitée dans le temps :

**Voir tableau en annexe.**

Sur proposition du sous-préfet de Saint-Pierre,

## ARRÊTE

- Article 1 :** La société « PAPANGUE PROTECTION », sise 56 bis rue Mickaël GORBATCHEV (97 430) Le Tampon, est autorisée à exercer sur la voie publique les missions de surveillance contre les vols, dégradations et effractions visant les biens dont elle a la garde, sur le site de la manifestation « La Saint Jo » sur la commune de Saint-Joseph aux dates et horaires susvisés.
- Article 2 :** Les effectifs engagés sous la responsabilité de la société de sécurité privée « PAPANGUE PROTECTION », sont détenteurs de la carte professionnelle.
- Article 3 :** Les agents de sécurité de la société privée « PAPANGUE PROTECTION », assurant la mission visée à l'article 1 ne pourront, de quelque manière que ce soit, être armés. En aucun cas les membres de la société de sécurité affectés à cette mission ne sont habilités à exercer des missions relevant de la compétence des officiers de police judiciaire (interpellation ou contrôle d'identité notamment). De la même manière, les agents ne pourront effectuer un contrôle général de police administrative. De façon plus générale, les agents de la société de sécurité privée n'exerceront aucune prérogative de puissance publique dévolue aux seuls agents de la police nationale, de la gendarmerie nationale et de la police municipale. Tout incident, tout fait dommageable résultant de l'intervention de la société de sécurité privée sur les sites susvisés, ne saurait être de nature à engager la responsabilité de l'État.
- Article 4 :** Le bénéficiaire de la présente autorisation s'engage à respecter les prescriptions du livre VI du Code de la sécurité intérieure, notamment son article L.613-1, précisant que pendant la manifestation, les agents de sécurité exerceront exclusivement sur la voie publique des missions, même itinérantes, de surveillance contre les vols, dégradations et effractions visant les biens dont ils ont la garde.
- Article 5 :** La présente autorisation précaire et révocable à tout moment prendra fin à l'expiration de la mission.
- Article 6 :** Le sous-préfet de Saint-Pierre, le lieutenant-colonel commandant la compagnie de gendarmerie départementale Saint-Pierre, le directeur de la société « PAPANGUE PROTECTION », la commune concernée et l'organisateur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le sous-préfet de Saint-Pierre,

Jean-Paul NORMAND

Voies et délais de recours :

Dans les deux mois à compter de la notification du présent arrêté, les recours suivants peuvent être introduits :

-un recours gracieux motivé peut être adressé à mes services.

-un recours hiérarchique peut être introduit auprès du ministre de l'intérieur.

-un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Saint-Denis, sis 2 ter rue Félix Guyon, 97400 Saint-Denis dans les deux mois suivant la date de notification de la décision contestée ou la date du rejet de votre recours gracieux ou hiérarchique.

## **Annexe**

### **Planning « LA SAINT JO 2024 »**

#### **Place François MITTERRAND**

- Samedi 09 mars 2024 de 09h00 à 17h00 : 5 APS
- Dimanche 10 mars 2024 de 09h00 à 17h00 : 5 APS
- Mardi 12 mars 2024 de 12h00 à 00h00 : 15 APS
- Mercredi 13 mars 2024 de 09h00 à 18h00 : 4 APS
- Jeudi 14 mars 2024 de 08h00 à 18h00 : 15 APS
- Vendredi 15 mars 2024 de 12h00 à 00h00 : 15 APS
- Samedi 16 mars 2024 de 12h00 à 23h00 : 3 APS
- Dimanche 17 mars 2024 de 08h00 à 12h00 : 2 APS
- Mardi 19 mars 2024 de 08h00 à 16h00 : 5 APS

#### **Place de la Mairie / rue Raphaël BABET et rue Général LAMBERT**

- Mardi 19 mars 2024 de 18h00 à 22h00 : 15 APS